

**ALLOCUTION PRONONCÉE
À LA DEUXIÈME RÉUNION RÉGIONALE SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE**

De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement

DONALD KABERUKA
Président – Banque africaine de développement
TUNIS

Hôtel Sheraton Tunis, 4-5 novembre 2010

**Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Vice-président ERASTUS MWENCHA,
Dr IBRAHIM MAYAKI,
Éminentes personnalités,
Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais adresser à chacun d'entre vous mes vœux chaleureux de bienvenue.

Mesdames, Messieurs, dans 12 mois à Busan, en Corée, nous nous réunirons avec nos partenaires au développement et les pays en développement de par le monde, pour le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide.

Ce sera l'occasion de définir les aspirations, les principes et les engagements qui guideront la coopération au développement pour les années à venir.

Quelle sera la contribution de l'Afrique à ce débat ?

Comment nous assurer que nos buts et nos priorités seront reflétés dans le nouveau consensus sur l'aide au développement ?

Ce sont ces enjeux qui vont retenir notre attention durant ces deux jours, et sans doute pendant l'année.

Il y a cinq ans, j'ai eu l'honneur de prononcer l'allocution de clôture au deuxième Forum de haut niveau à Paris, où la

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a été entérinée par plus d'une centaine de pays et d'organisations internationales.

J'ai pris la mesure de l'importance historique de ce moment.

Pour la première fois, nous avons énoncé des principes et des engagements clairs, appelés à guider le partenariat au développement.

Dès ce moment, l'aide cessait d'être un acte unilatéral consistant à donner à n'importe quelle condition que le donateur jugeait bon d'imposer.

Désormais, elle s'inscrirait dans un cadre d'obligations mutuelles, reposant sur 5 principes directeurs : appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle.

Le fait que ces principes en soient venus à définir ce que nous entendons par bonne pratique en matière de développement est révélateur du succès de la Déclaration de Paris.

À présent, il est considéré comme allant de soi que les pays en développement doivent établir leur propre programme de développement ;

que l'aide extérieure doit s'aligner sur les stratégies nationales de développement ;

que l'aide doit utiliser et renforcer les systèmes nationaux, au lieu de les contourner ;

et que nous devons mesurer nos progrès non pas à l'aune de nos bonnes intentions ni aux sommes d'argent dépensées, mais à celle de l'impact produit sur les populations pauvres.

Nous devons reconnaître l'impulsion que le Groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide imprime à la concrétisation de ces engagements.

Mais plus encore, nous devons saluer les efforts considérables déployés par les pays partenaires pour la mise en œuvre de ce programme très difficile et de longue haleine.

Lors du Forum de haut niveau, nous passerons en revue le chemin parcouru et les gains engrangés.

Nous conviendrons également des nouveaux principes et engagements qui nous permettront de renforcer davantage nos partenariats de développement.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de souligner une fois de plus que c'est là un créneau prometteur qu'il nous faudra exploiter pour nous assurer que les intérêts de l'Afrique sont pris en compte dans un cadre stratégique international de cette importance.

Pour tirer parti de cette situation, il faudra engager un dialogue intensif au cours de l'année pour définir ensemble une série de priorités communes.

Cette discussion a été entamée lors de la première réunion régionale africaine sur l'efficacité, la coopération Sud-Sud et le

développement des capacités tenue à Pretoria en mars de cette année.

Ces deux jours nous offrent l'occasion de passer à la prochaine étape, qui consiste à tracer les contours d'un programme d'action africain pour l'efficacité du développement.

Nous espérons que chacun de vous remettra les questions soulevées ici sur la table une fois de retour, afin de poursuivre ce débat au niveau national ;

et que, sous la houlette de l'Union africaine et du NEPAD, nous verrons progressivement prendre forme un programme d'action africain au cours des prochains mois.

La Banque africaine de développement est prête à apporter tout appui qu'elle pourra à ce processus.

Permettez-moi d'ouvrir le débat en faisant remarquer que l'aide ne constitue qu'une partie de la solution aux problèmes de développement de l'Afrique.

Dans une dizaine d'années, nous espérons que le développement en Afrique sera induit par une croissance forte tirée par le secteur privé.

Nous espérons que les États seront de plus en plus efficaces, qu'ils généreront leurs propres recettes pour financer leurs besoins de développement, et rendront davantage des comptes aux contribuables sur leurs performances.

Nous espérons voir une plus forte intégration économique à travers le continent, ce qui devrait créer des économies d'échelle

et des chaînes de production régionales qui permettront à l'Afrique d'être compétitive dans l'économie mondiale.

À mesure que l'intégration se consolide en Afrique sur le plan régional et mondial, nous espérons voir le commerce et l'investissement privé devenir les principaux moteurs de la croissance.

Dans cette vision du développement de l'Afrique, l'aide a, de toute évidence, un rôle important à jouer.

Mais au bout du compte, pour relever les défis du développement de l'Afrique, il faudra une croissance robuste du secteur privé, des États plus efficaces et une meilleure intégration économique.

La seule préoccupation que j'ai au sujet de la Déclaration de Paris, c'est qu'elle nous a encouragés à passer ces 5 dernières années à débattre de l'aide.

Améliorer les pratiques de l'aide et aider les pays partenaires à gérer leur aide de manière plus efficace sont, bien entendu, des objectifs très importants.

Toutefois, j'estime que le moment est venu de réorienter le débat, pour l'axer, non plus sur les mécanismes d'acheminement de l'aide, mais sur les défis plus larges du développement, qui nous attendent dans les années à venir.

Après tout, l'aide n'est qu'un moyen pour atteindre une fin. En effet, si elle est vraiment efficace, elle permettra que l'on s'en passe progressivement.

Dès lors, une des idées maîtresses de la conception d'une aide efficace devrait être de renforcer – et non de déplacer – l'énergie et les capacités nationales, de développer – et non de remplacer – les autres sources de financement du développement.

Il s'agit là d'une nouvelle conception du partenariat au développement.

C'est une nouvelle idée que nous avons essayé d'exprimer dans le sous-titre du thème de cette réunion, à savoir «De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement».

Au cours des deux prochains jours, nous serons appelés à réfléchir sur ce que cette approche pourrait signifier dans la pratique.

Permettez-moi d'évoquer certains des thèmes pour lesquels nous solliciterons vos contributions.

Un premier thème concerne la nécessité d'ancrer le développement dans le processus démocratique, par une redéfinition de la responsabilité.

La Déclaration de Paris a introduit la notion de «responsabilité mutuelle» dans le débat sur le développement, traduisant ainsi l'idée importante selon laquelle le partenariat au développement comporte des obligations mutuelles.

Toutefois, la responsabilité la plus importante n'est pas celle qui lie les donateurs et les gouvernements bénéficiaires, mais celle qui lie l'État et la société.

Nous devons veiller à ce que le développement ne soit pas l'affaire d'une poignée d'experts gouvernementaux, même s'ils sont bien intentionnés, mais un sujet qui capte l'imagination de tous.

Nous devons investir dans l'institution parlementaire, pour faire en sorte qu'elle dispose des capacités nécessaires pour jouer son rôle essentiel dans le processus démocratique.

Nous souhaitons une plus grande transparence dans l'utilisation des fonds destinés au développement, de manière à permettre aux médias et à la société civile de tenir le public informé des résultats obtenus.

De même, nous devons associer les collectivités, dès le début, pour la prise de décisions les concernant.

Que pourrions-nous faire pour relever le niveau des attentes et des connaissances du public en matière de processus de développement, et renforcer l'exigence de résultats plus efficaces de la part des pouvoirs publics ?

Un deuxième thème est l'importance de l'intégration régionale dans le développement de l'Afrique.

Depuis une cinquantaine d'années, nous avons reconnu que l'intégration régionale était nécessaire pour rendre l'Afrique plus compétitive sur le plan international.

Cependant, en dépit des gros efforts fournis par les communautés économiques régionales, la plupart des défis restent à relever.

Nous devons mettre en place l'infrastructure matérielle et immatérielle nécessaire pour permettre la libre circulation des biens, services, capitaux et main-d'œuvre.

Nous faisons également face à un certain nombre de défis qui nécessitent des actions à l'échelon régional, notamment dans le domaine du changement climatique.

Nous devons veiller à ce que les communautés économiques régionales disposent des ressources et de l'autorité nécessaires pour fonctionner de manière efficace.

Nous devons trouver les voies et moyens de partager équitablement les coûts de la transition.

Nous devons faire preuve d'innovation pour le financement et la gestion des projets transnationaux.

Aussi voudrais-je vous poser la question suivante : avons-nous besoin d'un programme d'action pour un régionalisme efficace, afin d'orienter les partenaires au développement et de nous orienter sur la façon d'appuyer l'intégration régionale ?

Un troisième thème – qui, à mon avis, est d'une importance capitale – est la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'aide, par la promotion d'autres sources de financement du développement.

Les recettes intérieures du continent sont dix fois supérieures au volume total de l'aide publique au développement, et sont beaucoup moins volatiles.

Pour élargir leur assiette fiscale, les États africains doivent convaincre les citoyens que les impôts sont utilisés pour le bien public.

Un bon nombre d'observateurs estiment que ce dialogue implicite entre l'État et les citoyens est essentiel, pour l'avènement d'un développement démocratique.

Le commerce et l'investissement direct étranger sont également d'importants moteurs de croissance.

Certains pays africains retournent déjà sur les marchés financiers internationaux, alors qu'il existe un grand potentiel inexploité sur les marchés des capitaux intérieurs.

Nous devons également libérer l'esprit d'entreprise des pauvres, en leur accordant un meilleur accès à la microfinance.

L'aléa moral majeur lié à l'aide est que celle-ci pourrait nous amener à négliger les autres sources de financement du développement.

Il est donc temps de commencer à repenser les domaines auxquels l'aide devrait être consacrée, et comment elle devrait être apportée, de manière à promouvoir les autres sources et éviter d'entretenir la dépendance.

Ce sont là certaines des questions que nous allons vous poser au cours des deux prochains jours.

D'autres thèmes couvriront la promotion de la coopération Sud-Sud, l'amélioration des systèmes nationaux pour la gestion des ressources destinées au développement, et la réponse à

l'émergence des pays regroupés sous le sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), et en particulier de cette dernière, en tant que nouveaux acteurs majeurs du développement de l'Afrique.

Mesdames et Messieurs, un ordre du jour important nous attend, et les thèmes que nous avons identifiés ne sauraient en aucun cas limiter le débat.

Nous vous avons invités ici pour solliciter vos points de vue sur les questions revêtant la plus grande importance pour le développement du continent, et nous aider à élaborer un programme pour l'Afrique à Busan.

Pour ma part, j'espère que vos discussions seront vivantes et enrichissantes.